CUBA SI

LE 5 DE CHAQUE MOIS, LEVONS NOS VOIX POUR LES 5 CUBAINS PRISONNIERS POLITIQUES AUX ETATS-UNIS! - AVEC EN PLUS DES INFOS SUR CUBA

Bulletin de l'Association Suisse-Cuba – Section Genève - N° 22 – mai 2013

SOMMAIRE

* Une juge fédérale étasunienne accepte que René González reste à Cuba

* Lettre à Obama/ Jacqueline ROUSSIE

* Publication du Rapport de Cuba pour le Conseil des droits de l'Homme

* Conférences et événements dans le cadre ONU- EPU CUBA 2013

* Femmes cubains en chiffres

* Célébration pour la journée et la liberté définitive de René González/Photos

* 1er MAI Unis pour un socialisme prospère et durable/Galerie stand de l'Association Suisse-Cuba à Genève

* Etats-Unis: "fermez Guantanamo!", clament des manifestants américains

* 50 vérités sur les sanctions économiques des États-Unis contre Cuba

* Invitation BRIGADE EUROPEENE « José Martí » à Cuba du 1er au 19 juillet 2013

* Le sixième héros

*Le Prix Casa de las Américas 2013

* Campagne de récolte de fonds

Contact de l'ASC Genève:
geneve@cuba-si.ch

et site web
de l'Association Suisse-Cuba
http://www.cuba-si.ch

FREE

Nouvelle de dernière heure

Une juge fédérale étasunienne accepte que René González reste à Cuba

Par Reynaldo Henquen

Washington, 3 mai (RHC-RR) – La juge de la Cour Fédérale de la Floride Joan Lenard a décidé que l'antiterroriste cubain René González pourra rester vivre en permanence à Cuba. Elle a répondu ainsi à une motion présentée la semaine dernière par Philip Horowitz, l'avocat de René.

En vertu du verdict de la juge, émis ce vendredi, ce combattant cubain contre le terrorisme pourra rester à Cuba en renonçant à sa condition de citoyen étasunien, comme il l'avait demandé auparavant.

René González est sous un régime draconien de liberté surveillée à Miami depuis octobre 2011. Il se trouve actuellement en visite privée et familiale à La Havane et il devait rentrer aux États-Unis le lundi 6 mai.

Cette nouvelle décision de la juge Joan Lenard lui accorde un délai jusqu'au 16 mai pour faire les démarches renonçant à la nationalité étasunienne au Bureau des Intérêts des États-Unis à La Havane, sans avoir à rentrer aux États-Unis pour ce faire.

Des médias ont rappelé que René González est sorti de prison en octobre 2011, mais qu'il purgeait une peine de trois ans de liberté surveillée en territoire étasunien. Le Département de la Justice des États-Unis s'est opposé dès le début à ce qu'il purge sa peine à Cuba.

Le 12 avril, la juge Joan Lenard a autorisé la visite de René González à Cuba afin qu'il assiste aux funérailles de son père, décédé le 1er avril et le permis accordé à été de 15 jours sous des conditions strictes.

Pendant son séjour à Cuba, Maître Philip Horowitz a présenté une motion devant le Tribunal Fédéral de Miami indiquant que son client était disposé à renoncer à la nationalité étasunienne si l'on lui permettait de terminer de purger sa peine de liberté surveillée aux côtés de sa famille à Cuba.

Le verdict émis par la juge fédérale Joan Lenard signifie que le premier des 5 antiterroristes cubains condamnés aux États-Unis restera à Cuba pour toujours tandis que Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Ramón Labañino et Fernando González sont toujours en prison aux États-Unis.

http://www.radiohc.cu/fr/nouvelles/de-cuba/9054-une-juge-federale-etasunienne-accepte-que-rene-gonzalez-reste-a-cuba.html

1er mai 2013

Lettre à Obama

Jacqueline ROUSSIE

Monsieur le Président Obama
Le premier mai 2013
1600 Pennsylvania Avenue N.W.
Washington DC 20500
USA

Monsieur le Président,

Voilà plus de quatorze ans que votre pays retient prisonniers les cinq cubains Gerardo Hernández, Antonio Guerrero, Fernando González, Ramón Labañino, et René González. Vous le savez, monsieur le Président, ces cinq patriotes sont parfaitement innocents, et l 'astuce pour les condamner a consisté à leur attribuer des accusations de type « conspiration en vue de… », ne nécessitant aucune preuve. Comme dit le proverbe, qui veut tuer son chien, l'accuse de la rage !

Attardons-nous ce mois-ci sur leur accusation de « conspiration en vue d'espionner ».
Des sommités de différents domaines de l'intelligence des Etats-Unis tels le colonel George Bucker, l'amiral Eugène Carroll, les généraux Edward Atkeson ou Charles Wilhelm ont déclaré que ces cinq Cubains n'avaient eu accès, ni de près, ni de loin à une quelconque information à caractère stratégique. Aucun document relevant d'un secret d'Etat n'a jamais été en leur possession ! Pourtant ces cinq hommes ont été condamnés à de très lourdes peines pour avoir eu l'intention d'espionner.

De véritables espions qui eux ont été pris avec des documents considérables, n'ont eu par contre que des condamnations relativement légères, voire des libérations sous caution. Voici trois exemples parmi d'autres, qui ont eu lieu sous la présidence de votre prédécesseur.

Pour commencer, le cas ahurissant de Leandro Aragoncillo, ancien Marine de l'armée U.S., arrêté le 5 octobre 2005 dans le New Jersey. Il avait en sa possession la bagatelle de 733 documents secrets en provenance de la Maison Blanche, du Pentagone, et du Département de la Défense. Il espionnait tout en travaillant d'abord pour Al Gore, puis pour Dick Cheney. Il a été condamné à dix ans de prison.

Un des cas les plus spectaculaires est celui de l'agent Donald W. Keyser de l'Agence Centrale d'Intelligence, qui, le 12 décembre 2005, a avoué au juge T. S. Ellis de Washington, avoir volé 28 documents classés « top secret », 1976 documents classés « secret », 1655 documents classés « confidentiel ». Ces documents avaient été remis à Isabelle Cheng, agent des services de l'Intelligence de Taiwan.

Keiser a été laissé en liberté moyennant 500000 dollars de caution et le port d'un bracelet électronique. Il a été condamné le 22 janvier 2007 à un an et un jour de prison et à une amende de 25000 dollars, sans avoir été accusé ni d'espionnage, ni de conspiration en vue d'espionnage ! Il avait déjà été pris la main dans le sac en 2000, pour le vol de l'ordinateur portable de la secrétaire d'Etat Madeleine Albright, ce qui ne l'avait pas empêché d'être nommé à la Direction Générale des Services Extérieurs.

Pour terminer, l'exemple de l'espion Lawrence A. Franklin. Ce collaborateur de Donald Rumsfeld a espionné pendant des années pour le compte d'Israël. Il a remis aux agents d'Israël Steve Rosen, Keith Weissman et Naor Gilon une quantité impressionnante de renseignements du Pentagone concernant l'Iran. Les deux premiers agents avaient pour couverture un travail à « l'American Israël Political Comittee », le plus grand groupe de lobby israélien à Washington, le troisième était conseiller politique à l'ambassade de Tel Aviv à Washington.

Lawrence A. Franklin a été condamné à un an de prison en 2006 avant d'être libéré sous caution.

Vous le voyez, Monsieur le Président, les cinq Cubains qui eux ne sont pas des espions sont des enfants de chœur à côté de ces grosses pointures de l'espionnage. Ils avaient pour mission d'infiltrer les groupes mafieux de Miami, ce qui n'est pas du tout la même chose. Les Cinq ont permis en juin 1998 la remise au F.B.I. d'un nombre considérable de documents, et ont évité bien des attentats.

En attendant leur libération qui tôt ou tard arrivera car la justice vaincra, ces cinq hommes sont toujours privés de liberté.

Ramón Labañino et Gerardo Hernández ont eu la douleur de perdre leur mère durant leur détention.

René González qui est en liberté surveillée aux Etats-Unis depuis 2011, alors qu'il a purgé complètement sa peine, ne peut regagner Cuba avant 2014. En 2012 il a perdu son frère Roberto. Il vient de perdre son père, sans avoir pu par sa présence, adoucir sa fin de vie.

Depuis leur arrestation en septembre 1998, l'espoir s'amenuise chaque jour pour Gerardo Hernández, Fernando González, et leurs épouses, d'avoir des enfants.
Votre pays continue de refuser le visa d'entrée aux Etats-Unis aux épouses de Gerardo Hernández et de René González, situation inhumaine pour ces deux couples.
A ces injustices s'ajoutent souvent des brimades, surtout pour Gerardo Hernández qui est toujours dans une prison de haute sécurité. Par exemple le 7 avril dernier, l'acteur Danny Glover est allé dans sa prison de Californie lui rendre visite. Il a malheureusement dû repartir sans l'avoir vu, la visite lui ayant été refusée. Danny Glover fait pourtant partie des personnes autorisées à rendre visite à Gerardo Hernández.

Comme vous le voyez, Monsieur le président, votre administration se livre à un véritable acharnement contre ces cinq patriotes. Nous souhaitons vraiment un retour de votre part à des valeurs dignes du prix Nobel qui vous a été attribué. Vous avez la possibilité de mettre fin à une telle injustice envers les Cinq, agissez vite !
Recevez, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

Jacqueline Roussie
xxxx (France)

Copies envoyées à : Mesdames Michelle Obama, Nancy Pelosi, Kathryn Ruemmler, Janet Napolitano, à Messieurs. Joe Biden, John F. Kerry, Harry Reid, Eric Holder, Denis MacDonough, Pete Rouse, Rick Scott, et Charles Rivkin, ambassadeur des Etats-Unis en France.

URL de cet article 20427
http://legrandsoir.info/lettre-a-obama-20427.html

Publication du Rapport de Cuba pour le Conseil des droits de l'Homme

Le ministère des Relation extérieures rendu public, le mardi 23 avril, le Rapport de Cuba qui sera présenté à l'Examen périodique universel (EPU) du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, le 1er mai prochain à Genève.

Le document décrit la situation des droits de l'Homme à Cuba, leur cadre juridique et les programmes qui garantissent leur jouissance par toute la population. Il est centré sur les recommandations acceptées par notre pays en 2009, lors de la présentation du rapport à la 1ère session de l'EPU, un exercice auquel doivent se soumettre les 193 États membres de l'ONU, a expliqué le vice-ministre Abelardo Moreno.

« Plusieurs organismes de l'État, du gouvernement et de la société civile cubaine ont participé à son élaboration », a ajouté le ministre durant une vidéoconférence en direct avec Genève, à laquelle participaient le premier vice-ministre des Relations extérieures, Marcelino Medina, et des représentants de la délégation diplomatique qui présentera le Rapport devant le mécanisme de l'ONU.

« La principale violation des droits de l'Homme à Cuba, c'est le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis, qui est un acte de génocide », a déclaré le vice-ministre. Malgré tout, « Cuba est parvenu à respecter la plupart des Objectifs du millénaire pour le développement, et possède un niveau de développement humain élevé », a-t-il poursuivi.

« Peu de gouvernements ont autant fait pour leur population que le nôtre, depuis le triomphe de la Révolution en 1959, en dépit des obstacles colossaux », a-t-il affirmé, après avoir dénoncé les campagnes médiatiques qui contestent ou qui manipulent les réussites du pays, et qui ont un effet négatif au Conseil des droits de l'Homme.

Abelardo Moreno a également critiqué le terrorisme, promu, organisé et dirigé depuis le territoire nord-américain, le recrutement d'agents qui tentent de détruire l'ordre constitutionnel cubain et qui agissent contre la libre détermination du peuple, la sécurité et l'intégrité nationale.

Le Rapport cubain à l'Examen périodique universel, qui a été remis à la presse, souligne de nombreux acquis dans le domaine de l'éducation, de la santé, de la culture, du sport, de l'alimentation, de la sécurité sociale, de la liberté religieuse, du traitement aux détenus, de l'égalité des genres, entre autres.

La Mission Permanente à l'ONU du Cuba en Genève, organisé simultanément une téléconférence en direct avec corps diplomatique, ONG et associations solidaires, dialogue interactive et intervention de l'Ambassadrice Anayansi Rodríguez Camejo

Programme de Conférences organisées par la Mission de Cuba auprès de l'ONU, avril 2013.

Dans le mois d'avril 2013 a eu lieu un programme de conférences organisées par la Mission de Cuba

auprès de l'ONU dans le cadre EPU CUBA 2013-Conseil des droits de l'homme Genève.
Ces conférences ont compté avec une large participation des représentantes d'états, des ONG et des spécialistes et personnes solidaires avec la réalité cubaine.Le balance de ces conférences a était très positif et constructif.

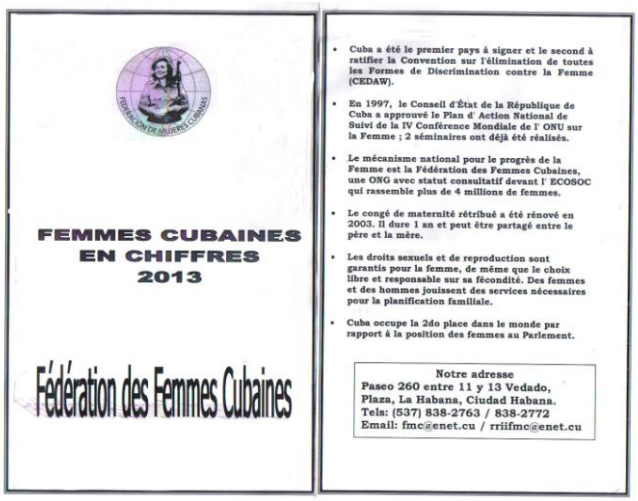
Conférence le 25 avril sur la Actualisation du model économique cubain, par Marc Vandepitte, philosophe, écrivain et économiste belge.

Conférence le 29 avril sur la égalité de genre et droits humains de la femme en Cuba, par Carolina Amador, représentante du Fédération de Femmes Cubaines, ONG avec statu social consultatif devant l'ECOSOC

Conférence "Raisons de Cuba" le 30 de avril par Rosa Miriam Elizalde, journaliste et écrivaine cubaine.

Cuba en l'EPU : dénoncent fonds millionnaires d'Etats-Unis pour la subversion

http://www.youtube.com/watch?v=dASX15l0xxc&feature=player_embedded

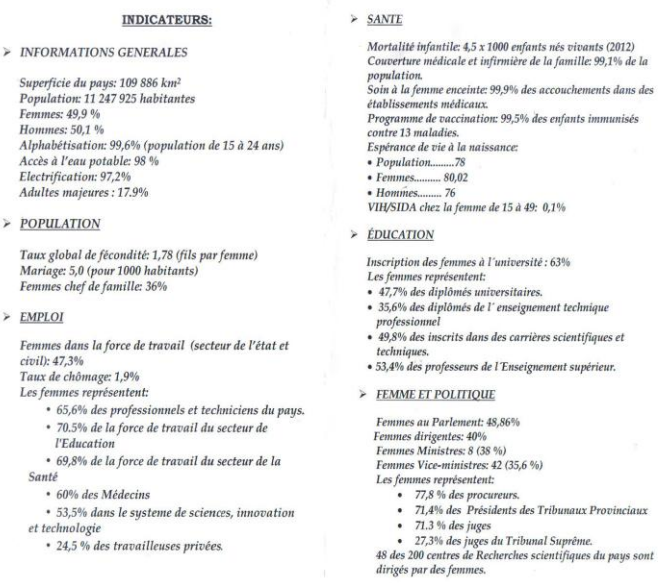


FEMMES CUBAINES EN CHIFFRES 2013

Fédération des Femmes Cubaines

- Cuba a été le premier pays à signer et le second à ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les Formes de Discrimination contre la Femme (CEDAW).
- En 1997, le Conseil d'État de la République de Cuba a approuvé le Plan d' Action National de Suivi de la IV Conférence Mondiale de l' ONU sur la Femme ; 2 séminaires ont déjà été réalisés.
- Le mécanisme national pour le progrès de la Femme est la Fédération des Femmes Cubaines, une ONG avec statut consultatif devant l' ECOSOC qui rassemble plus de 4 millions de femmes.
- Le congé de maternité rétribué a été rénové en 2003. Il dure 1 an et peut être partagé entre le père et la mère.
- Les droits sexuels et de reproduction sont garantis pour la femme, de même que le choix libre et responsable sur sa fécondité. Des femmes et des hommes jouissent des services nécessaires pour la planification familiale.
- Cuba occupe la 2do place dans le monde par rapport à la position des femmes au Parlement.

Notre adresse
Paseo 260 entre 11 y 13 Vedado,
Plaza, La Habana, Ciudad Habana.
Tels: (537) 838-2763 / 838-2772
Email: fmc@enet.cu / rriifmc@enet.cu



INDICATEURS:

➢ INFORMATIONS GENERALES

Superficie du pays: 109 886 km²
Population: 11 247 925 habitantes
Femmes: 49,9 %
Hommes: 50,1 %
Alphabétisation: 99,6% (population de 15 à 24 ans)
Accès à l'eau potable: 98 %
Electrification: 97,2%
Adultes majeures : 17.9%

➢ POPULATION

Taux global de fécondité: 1,78 (fils par femme)
Mariage: 5,0 (pour 1000 habitants)
Femmes chef de famille: 36%

➢ EMPLOI

Femmes dans la force de travail (secteur de l'état et civil): 47,3%
Taux de chômage: 1,9%
Les femmes représentent:
- 65,6% des professionnels et techniciens du pays.
- 70.5% de la force de travail du secteur de l'Education
- 69,8% de la force de travail du secteur de la Santé
- 60% des Médecins
- 53,5% dans le systeme de sciences, innovation et technologie
- 24,5 % des travailleuses privées.

➢ SANTE

Mortalité infantile: 4,5 x 1000 enfants nés vivants (2012)
Couverture médicale et infirmière de la famille: 99,1% de la population.
Soin à la femme enceinte: 99,9% des accouchements dans des établissements médicaux.
Programme de vaccination: 99,5% des enfants immunisés contre 13 maladies.
Espérance de vie à la naissance:
- Population.....78
- Femmes..... 80,02
- Hommes..... 76

VIH/SIDA chez la femme de 15 à 49: 0,1%

➢ ÉDUCATION

Inscription des femmes à l'université : 63%
Les femmes représentent:
- 47,7% des diplômés universitaires.
- 35,6% des diplômés de l' enseignement technique professionnel
- 49,8% des inscrits dans des carrières scientifiques et techniques.
- 53,4% des professeurs de l'Enseignement supérieur.

➢ FEMME ET POLITIQUE

Femmes au Parlement: 48,86%
Femmes dirigentes: 40%
Femmes Ministres: 8 (38 %)
Femmes Vice-ministres: 42 (35,6 %)
Les femmes représentent:
- 77,8 % des procureurs.
- 71,4% des Présidents des Tribunaux Provinciaux
- 71.3 % des juges
- 27,3% des juges du Tribunal Suprême.

48 des 200 centres de Recherches scientifiques du pays sont dirigés par des femmes.

Célébration pour la journée et la liberté définitive de René González

3.05 Siège de la Mission.-Nuit de gala-fraternelle, apéro et musique-danse Afrique-cubain avec le groupe Musical-Danzario « Wemilere » célébration pour la journée et la liberté définitive de René González un prisonnier de les Cinq en Etats-Unis…continuons la lutte pour la libération de tous !

1er MAI 2013

UNIDOS POR UN SOCIALISMO
PRÓSPERO Y SUSTENTABLE

Unis pour un socialisme prospère et durable

• Raul a présidé le défilé à La Havane

SUZANA LEE

Le défilé du 1er Mai sur la place de la Révolution, a démarré sous le présidence du général d'armée Raul Castro Ruz, premier secrétaire du Comité central du Parti et président du Conseil d'État et du Conseil des ministres. L'imposante manifestation populaire rendait hommage à l'inoubliable commandant président Hugo Chavez Frias.

Des millions de travailleurs dans tout le pays ont défilé simultanément sur les places, les parcs et les principales artères de dizaines de villes et villages.

« Quand on s'en va, on ne s'en va pas vraiment, on reste toujours présent », a dit un jour notre ami Hugo Chavez, et on a ressenti sa présence tout au long de cette journée inoubliable, toujours en pleine bataille, sur des centaines d'images, aussi proches qu'inoubliables pour les Cubains.

À 7h30, la manifestation nationale a commencé sur l'emblématique Place de la Révolution de La Havane, où Salvador Valdés Mesa, vice-président du Conseil d'État, au nom du Bureau politique du Parti, a prononcé le discours central de cette fête pour la Journée internationale du travail, au cours duquel il a affirmé que Cuba toute entière se rassemble et défile sur les principales places et avenues de nos villes et de nos villages, sous la direction de la classe ouvrière, afin d'exprimer l'unité du peuple et son soutien inébranlable à la Révolution et au socialisme, à Fidel et à Raul.

Portant une gigantesque banderole avec le slogan Fiers de notre œuvre, des milliers de travailleurs des Sciences ont ouvert la marche combative et enthousiaste à 7h 40, suivis par une multitude compacte de travailleurs de l'État, de travailleurs indépendants, et de leurs familles, qui débordaient la Place et les rues adjacentes, en blocs représentant les 17 syndicats et les 15 municipalités de La Havane.

À la tribune, aux côtés de dirigeants du Parti, de l'État et du gouvernement, de l'Union de la jeunesse communiste, des chefs des Forces armées révolutionnaires, et du ministère de l'Intérieur, étaient présents plus de 2 000 représentants d'organisations syndicales, de mouvements sociaux et de la solidarité avec Cuba ; des participants à la réunion du Groupe de travail du Forum de Sao Paulo, qui s'est tenue à La Havane du 29 au 30 avril, conduits par Valter Pomar, Rodrigo Cabezas et Rui de Costa Falcao ; Ivan Melnikov, premier vice-président de la Douma d'État russe, ainsi que des Héros et des Héroïnes du Travail ; d'anciens combattants de l'attaque de la caserne Moncada ; des membres de l'expédition du yacht Granma ; des membres des familles des cinq Héros et des victimes de l'attentat de la Barbade ; des représentants de partis et d'organisations internationales résidant à Cuba et du corps diplomatique.

Après 1h20 de marche déterminée, organisée et compacte, le défilé a été clôturé par des milliers de jeunes Cubains qui, une fois de plus, ont inondé de joie, de couleurs et de patriotisme, de lumière et d'honneur, cette place historique.

http://www.granma.cu/frances/cuba-f/2may-Unis%20pour.htm

GALERIE/ Stand de l'Association Suisse-Cuba Genève le 1er mai PARC DES BASTIONS

Merci a toutes et tous travailleurs, travailleuses,
Jeunes, artistes uruguayens du CANDOMBE, citoyens du monde solidaires et membres participantes…pour Cuba, solidaires avec la révolution bolivarienne de Venezuela et pour la Grande Patrie latino-américaine et le Caraïbe

Source : www.aipazcomun.org

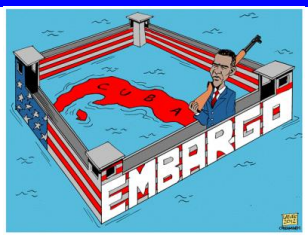
Etats-Unis: "fermez Guantanamo!", clament des manifestants américains

AFP - Publié le 12/04/2013

Pendant qu'à Guantanamo des dizaines de détenus entraient dans leur troisième mois de grève de la faim, des manifestants aux Etats-Unis, vêtus des célèbres combinaisons orange, ont réclamé jeudi à Barack Obama la fermeture de la prison controversée.
A l'occasion d'une journée d'action "pour fermer Guantanamo et mettre fin à la détention illimitée", 25 organisations de défense des droits de l'homme ont exhorté le président américain d'ordonner "des mesures rapides pour gérer humainement et légalement les causes immédiates de la grève de la faim".
"La crise en cours à Guantanamo ne peut pas être dissociée du fait que la vaste majorité des 166 prisonniers sont détenus depuis plus de 11 ans sans charge et ne connaissent toujours pas leur destin", écrivent dans leur lettre les associations, dont Amnesty International, le Centre pour les droits constitutionnels, Human Rights First, Human Rights Watch ou l'Union américaine de défense des libertés civiles (ACLU).
Devant la Maison Blanche, neuf manifestants couverts de cagoules noires et vêtus de combinaisons orange représentaient les détenus morts à Guantanamo. "Je suis mort en attendant la justice", proclamait une pancarte, "Combien d'autres?".
A New York, une trentaine de protestataires, dont certains encagoulés et habillés d'orange, exigeaient de "fermer Guantanamo". D'autres actions similaires avaient lieu à San Francisco, Los Angeles, Chicago.
"Il est temps que les hommes politiques se soucient de Guantanamo", a déclaré à l'AFP à Washington Zeke Johnson, directeur d'Amesty International USA.
"En 2005, le détenu britannique Shaker Aamer (déclaré libérable par les autorités américaines) disait déjà: +nous mourons chaque jour+. La mort ne doit pas être le seul moyen de sortir de Guantanamo".
Sur les 779 hommes qui sont passés par ses geôles, neuf sont morts, sept ont été condamnés et six sont actuellement renvoyés devant un tribunal militaire. De plus, 86 ont été déclarés libérables faute de preuves.
"Accusez-les ou libérez-les!", proclamait une banderole devant la Maison Blanche.
Au micro, un militant a lu une lettre de l'avocat de Shaker Aamer, selon lequel 130 prisonniers, dont lui-même, participent à la grève de la faim commencée le 6 février. Selon le Pentagone, ils étaient 43 jeudi, quatre fois plus qu'il y a un mois, dont 11 sont alimentés de force par des tubes.
Le président du Comité international de la Croix Rouge (CICR), Peter Maurer, a rencontré le président Obama à ce sujet. Son organisation, la seule autorisée à se rendre dans la prison, vient d'achever une visite auprès des grévistes de Guantanamo.
"Les Etats-Unis, y compris le Congrès, doivent trouver de façon urgente un moyen de résoudre les questions humanitaires, politiques et judiciaires en cours liées à la détention des personnes enfermées à Guantanamo, en particulier celles qui ne représentent plus de menace", a-t-il dit dans un communiqué.

Source : Vidéo en…http://www.lepoint.fr/monde/etats-unis-fermez-guantanamo-clament-des-manifestants-americains-12-04-2013-1654251_24.php

50 vérités sur les sanctions économiques des États-Unis contre Cuba



Blocus

Salim Lamrani
Opera Mundi

http://operamundi.uol.com.br/conteudo/opiniao/28576/50+verdades+sobre+as+sancoes+economicas+dos+estados+unidos+contra+cuba.shtml

La visite de la star étasunienne de la chanson Beyonce et de son mari Jay-Z à La Havane a relancé la polémique sur le maintien des sanctions contre Cuba, en vigueur depuis plus d'un demi-siècle. Voici quelques données sur l'état de siège économique le plus long de l'histoire.

1. Les premières sanctions économiques ont été imposées à Cuba en 1960 par l'administration républicaine de Dwight D. Eisenhower, officiellement en raison du processus de nationalisations entrepris par le gouvernement révolutionnaire de Fidel Castro.

2. En 1962, le gouvernement démocrate de John F. Kennedy a appliqué des sanctions économiques totales contre l'île.

3. L'impact a été terrible. Les Etats-Unis ont en effet toujours constitué le marché naturel de Cuba. En 1959, 73% des exportations se faisaient vers le voisin du Nord et 70% des importations provenaient de ce territoire.

4. Désormais, Cuba ne peut rien importer ou exporter aux Etats-Unis. Depuis 2000, suite aux pressions du lobby agricole étasunien qui cherchait de nouveaux marchés pour ses excédents, La Havane est autorisée à acheter certaines matières premières alimentaires, à des conditions draconiennes.

5. La rhétorique diplomatique pour justifier le durcissement de cet état de siège économique a évoluée au fil des ans. Entre 1960 et 1990, les Etats-Unis ont d'abord évoqué le cas des expropriations de ses entreprises pour justifier leur politique hostile vis-à-vis de La Havane. Ensuite, Washington a évoqué tour à tour l'alliance avec l'Union soviétique, le soutien aux guérillas latino-américaines en lutte contre les dictatures militaires et l'intervention cubaine en Afrique pour aider les anciennes colonies portugaises à obtenir leur indépendance et à la défendre.

6. En 1991, suite à l'effondrement du bloc soviétique, les Etats-Unis, au lieu de normaliser les relations avec Cuba, ont au contraire choisi d'accroitre les sanctions en invoquant la nécessité de rétablir la démocratie et le respect des droits de l'homme.

7. En 1992, sous l'administration Bush Sr., le Congrès des Etats-Unis a adopté la loi Torricelli qui accroit les sanctions contre la population cubaine et leur donne un caractère extraterritorial, c'est-à-dire contraire à la législation internationale.

8. Le droit international interdit à toute loi nationale d'être extraterritoriale, c'est-à-dire de s'appliquer au-delà des frontières du pays. Ainsi, la loi française ne peut pas s'appliquer en Allemagne. La législation brésilienne ne peut pas s'appliquer en Argentine. Néanmoins, la loi Torricelli s'applique pour tous les pays du monde.

9. Ainsi, depuis 1992, toute embarcation étrangère – quelle que soit sa provenance – accostant à un port cubain se voit interdire l'entrée aux Etats-Unis pendant six mois.

10. Les entreprises maritimes opérant dans la région privilégient le commerce avec les Etats-Unis, premier marché mondial. Cuba, qui dépend essentiellement du transport maritime en raison de son insularité, doit payer un prix bien supérieur à celui du marché pour convaincre les transporteurs internationaux de livrer de la marchandise sur l'île.

11. La loi Torricelli prévoit également des sanctions pour les pays qui apportent une assistance à Cuba. Ainsi, si la France ou le Brésil octroient une aide de 100 millions de dollars à l'île, les États-Unis diminuent leur aide à ces nations à hauteur du même montant.

12. En 1996, l'administration Clinton a adopté la loi Helms-Burton qui est à la fois extraterritoriale et rétroactive, c'est-à-dire qu'elle s'applique pour des faits survenus avant l'adoption de la législation, ce qui est contraire au droit international.

13. Le droit international interdit à toute législation d'avoir un caractère rétroactif. Par exemple, en France, depuis le 1er janvier 2008, il est interdit de fumer dans les restaurants. Néanmoins, un fumeur qui aurait consommé une cigarette le 31 décembre 2007 lors d'un repas ne peut être sanctionné pour cela, car la loi ne peut pas être rétroactive.

14. La loi Helms-Burton sanctionne toute entreprise étrangère qui s'installerait sur les propriétés nationalisées appartenant à des personnes qui, au moment de l'étatisation, disposaient de la nationalité cubaine, violant ainsi le droit international.

15. , La loi Helms-Burton viole également le droit étasunien qui stipule que les poursuites judiciaires auprès de tribunaux ne sont possibles que si la personne lésée par un processus de nationalisations est citoyen étasunien lors de l'expropriation et que celle-ci s'est déroulée en violation au droit international public. Or, aucune de ces deux conditions n'est remplie.

16. La loi Helms-Burton a pour effet de dissuader de nombreux investisseurs de s'installer à Cuba par crainte d'être poursuivis par la justice étasunienne et elle se révèle très efficace.

17. En 2004, l'administration Bush Jr. a créé la Commission d'assistance à une Cuba libre, qui a imposé de nouvelles sanctions contre Cuba.

18. Cette Commission a notamment fortement limité les voyages. Tous les habitants des Etats-Unis peuvent se rendre dans leur pays d'origine autant de fois qu'ils le souhaitent, sauf les Cubains. En effet, entre 2004 et 2009, les Cubains des Etats-Unis n'ont pu se rendre dans l'île que 14 jours tous les trois ans, dans le meilleur des cas, à condition d'obtenir une autorisation du Département du Trésor.

19. Pour pouvoir voyager, il fallait démontrer qu'au moins un membre de la famille vivait toujours à Cuba. Néanmoins, l'administration Bush a redéfini le concept de la famille, qui s'est exclusivement appliqué aux Cubains. Ainsi, les cousins, neveux, oncles et autres parents proches ne faisaient plus partie de la famille. Seuls les grands-parents, parents, frères et sœurs, enfants et époux faisaient partie de l'entité familiale, selon la nouvelle définition. Par exemple, un Cubain résidant aux États-Unis ne pouvait pas rendre visite à sa tante à Cuba, ni envoyer une aide financière à son cousin.

20. Les Cubains ayant pu remplir toutes les conditions pour se rendre dans leur pays d'origine, en plus de devoir limiter leur séjour à deux semaines, ne devaient pas dépenser plus de 50 dollars par jour sur place.

21. Les citoyens ou résidants étasuniens peuvent envoyer une aide financière à leur famille restée au pays, sans limite de montant, sauf les Cubains qui ne pouvaient pas envoyer plus de 100 dollars par mois entre 2004 et 2009.

22. Néanmoins, si un Cubain de Floride souhaitait envoyer de l'argent à sa mère – membre direct de la famille selon la nouvelle définition – qui vivait à La Havane, cela devenait impossible si celle-ci militait au sein du Parti communiste.

23. En 2006, la Commission d'assistance à une Cuba libre a adopté un nouveau rapport accroissant les restrictions contre Cuba.

24. Dans le but de limiter la coopération médicale cubaine avec le reste du Monde, les Etats-Unis interdisent toute exportation d'appareils médicaux à des pays tiers « destinés à être utilisés dans des programmes à grande échelle [pour] des patients étrangers », alors que la majeure partie de la technologie médicale mondiale est d'origine étasunienne.

25. En raison de l'application extraterritoriale des sanctions économiques, un fabriquant d'automobiles japonais, allemand, coréen ou autre, qui souhaiterait commercialiser ses produits sur le marché étasunien, doit démontrer au Département du Trésor que ses voitures ne contiennent pas un gramme de nickel cubain.

26. De la même manière, un pâtissier français qui désirerait investir le premier marché économique mondial doit prouver à cette même entité que sa production ne contient pas un gramme de sucre cubain.

27. Ainsi, le caractère extraterritorial des sanctions limite fortement le commerce international de Cuba avec le reste du monde.

28. Parfois, l'application de ces sanctions prend une tournure moins rationnelle. Ainsi, tout touriste étasunien qui consommerait un cigare cubain ou un verre de rhum Havana Club lors d'un voyage à l'étranger, en France, au Brésil ou au Japon, risque une amende d'un million de dollars et dix années de prison.

29. Le Département du Trésor est clair à ce sujet : « On se demande souvent si les citoyens américains peuvent légalement acquérir des biens cubains, y compris du tabac ou des boissons alcoolisées, dans un pays tiers pour leur consommation personnelle en dehors des Etats-Unis. La réponse est non ».

30. De la même manière, un Cubain vivant en France ne peut théoriquement pas manger un hamburger à Mc Donald's.

31. Les sanctions économiques ont un impact dramatique dans le domaine de la santé. En effet, près de 80% des brevets déposés dans le secteur médical sont du fait des multinationales pharmaceutiques étasuniennes et de leurs filiales, et Cuba ne peut pas y avoir accès. Le Haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations unies souligne que « les restrictions imposées par l'embargo ont contribué à priver Cuba d'un accès vital aux médicaments, aux nouvelles technologies médicales et scientifiques ».

32. Le 3 février 2006, une délégation de seize fonctionnaires cubains, réunie avec un groupe de chefs d'entreprise étasuniens, a été expulsée de l'hôtel Sheraton María Isabel de la capitale mexicaine, en violation de la loi mexicaine qui interdit tout type de discrimination en raison de l'origine ou de la race.

33. En 2006, l'entreprise japonaise Nikon a refusé de remettre le premier prix – un appareil photographique – à Raysel Sosa Rojas, un jeune garçon de 13 ans souffrant d'hémophilie héréditaire incurable qui avait remporté le XVe concours international de dessin d'enfant du Programme des Nations unies pour l'environnement. La multinationale nippone a expliqué que l'appareil numérique ne pouvait être remis au jeune Cubain car il contenait des composants étasuniens.

34. En 2007, la banque autrichienne Bawag, rachetée par un fond étasunien, a fermé tous les comptes tenus par près d'une centaine de clients d'origine cubaine résidant dans la république alpine, appliquant ainsi de manière extraterritoriale la législation étasunienne dans un pays tiers.

35. En 2007, la banque Barclays a ordonné à ses filiales de Londres de fermer les comptes de deux entreprises cubaines : *Havana International Bank* et *Cubanacán*, suite aux pressions exercées par le Bureau de contrôle des avoirs étrangers (*Office of Foreign Assets Control, OFAC*) du Département du Trésor.

36. En juillet 2007, la compagnie aérienne espagnole Hola Airlines, qui disposait d'un contrat avec le gouvernement cubain pour transporter les patients atteints de maladies oculaires dans le cadre de l'Opération Milagro, a dû mettre un terme à ses relations avec Cuba. En effet, lorsqu'elle a sollicité le fabricant étasunien Boeing pour effectuer des réparations sur un appareil, ce dernier a exigé comme condition préalable que Hola Airlines rompe ses relations avec l'île des Caraïbes, précisant que la directive émanait du gouvernement des États-Unis.

37. Le 16 décembre 2009, le Crédit Suisse a reçu une amende de 536 millions de dollars de la part du Département du Trésor pour avoir effectué des transactions financières en dollars avec Cuba.

38. En juin 2012, la Banque néerlandaise ING s'est vue infliger la plus importante sanction jamais dictée depuis le début de l'état de siège économique contre Cuba. Le Bureau de contrôle des biens étrangers (OFAC) du Département du Trésor a sanctionné

l'institution financière d'une amende de 619 millions de dollars pour avoir effectué, entre autres, des transactions en dollars avec Cuba, à travers le système financier étasunien.

39. Les touristes étasuniens peuvent se rendre en voyage en Chine, principal rival économique et politique des Etats-Unis, au Vietnam, pays contre lequel Washington a été plus de quinze ans en guerre, ou en Corée du Nord, qui possède l'arme nucléaire et qui menace d'en faire usage, mais pas à Cuba qui, dans son histoire, n'a jamais attaqué les Etats-Unis.

40. Tout citoyen étasunien qui violerait cette interdiction risque une peine pouvant aller jusqu'à 10 ans de prison et 1 million de dollars d'amende.

41. Suite aux sollicitations de Max Baucus, sénateur du Montana, le Département du Trésor a informé avoir réalisé, entre 1990 et 2004, quatre-vingt treize investigations en rapport avec le terrorisme international. Dans le même temps, il en a effectué 10 683 « pour empêcher les Nord-américains d'exercer leur droit de voyager à Cuba ».

42. Dans un rapport, le Bureau de responsabilité gouvernementale des États-Unis *(United States Government Accountability Office – GAO)* note que les services douaniers (*Customs and Border Protection – CBP)* de Miami ont réalisé des inspections « secondaires » sur 20% des passagers en provenance de Cuba afin de vérifier que ces derniers n'importaient pas de cigares, de l'alcool ou des produits pharmaceutiques de l'île. En revanche, la moyenne a été de 3% seulement pour les autres voyageurs. Selon le*GAO*, cette focalisation sur Cuba « réduit l'aptitude des services douaniers à mener sa mission qui consiste à empêcher les terroristes, les criminels et les autres étrangers indésirables d'entrer dans le pays ».

43. Les anciens présidents James Carter et William Clinton ont exprimé à plusieurs reprises leur opposition à la politique de Washington. « Je n'ai eu de cesse de demander à la fois publiquement et en privé la fin de notre blocus économique contre le peuple cubain, la levée toutes les restrictions financières, commerciales et de voyage », a déclaré Carter après son second voyage à Cuba en mars 2011. Pour Clinton, la politique de sanctions « absurde » s'est soldée par un « échec total ».

44. La Chambre de commerce des États-Unis, représentant le monde des affaires et les plus importantes multinationales du pays, a également fait part de son opposition au maintien des sanctions économiques.

45. Le *New York Times* a condamné « un anachronisme de la guerre froide ».

46. Le *Washington Post*, pourtant d'obédience conservatrice, se montre le plus virulent à l'égard de la politique cubaine de Washington : « La politique des Etats-Unis à l'égard de Cuba est un échec […]. Rien n'a changé, excepté le fait que notre embargo nous rend plus ridicule et impuissant que jamais ».

47. L'opinion publique étasunienne est également majoritairement favorable à une normalisation des relations entre Washington et La Havane. Selon un sondage réalisé par CNN le 10 avril 2009, 64% des citoyens étasuniens s'opposent aux sanctions économiques contre Cuba.

48. Selon l'entreprise Orbitz Worldwide, l'une des deux plus importantes agences de voyages sur Internet, 67% des habitants des États-Unis souhaitent se rendre en vacances à Cuba et 72% pensent que « le tourisme à Cuba aurait un impact positif sur la vie quotidienne du peuple cubain ».

49. Plus de 70% des Cubains sont nés sous cet état de siège économique.

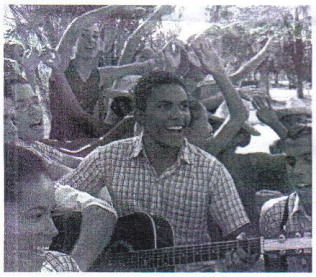
50. En 2012, lors de la réunion annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies, 188 pays sur 192 ont condamné pour la 21ème fois consécutive les sanctions économiques imposées à Cuba.

Pour approfondir le sujet :

-Salim Lamrani, *État de siège. Les sanctions économiques des Etats-Unis contre Cuba*, Paris, Éditions Estrella, 2011.
http://www.amazon.fr/Etat-si%C3%A8ge-sanctions-%C3%A9conomiques-Etats-Unis/dp/2953128425/ref=sr_1_1?ie=UTF8&qid=1366726829&sr=8-1&keywords=salim+lamrani
-Salim Lamrani, *The Economic War against Cuba*, New York, Monthly Review Press, 2013.
http://monthlyreview.org/press/books/pb3409/

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris Sorbonne-Paris IV, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de la Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.
Son dernier ouvrage s'intitule *État de siège. Les sanctions économiques des Etats-Unis contre Cuba*, Paris, Éditions Estrella, 2011 (prologue de Wayne S. Smith et préface de Paul Estrade).
Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr
Page Facebook : https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel

Un voyage au coeur de la société cubaine, ça vous dit?



Depuis une quarantaine d'années, la société cubaine accueille des délégations internationales avec des jeunes entre 17 et 77 ans pour fortifier l'amitié et la connaissance mutuelle entre Cuba et les autres peuples du monde. Les brigades de travail volontaire constituent un des chemins principaux pour amplifier le Mouvement de Solidarité avec l'île caribéenne.

Etonnant, non? Les milliers de personnes qui ont voyagé à Cuba dans le cadre de ces brigades ont pu changer leur vision subjective, alimentée par le médias de masse, et s'approcher d'une réalité plus sensible. L'immersion dans la vie quotidienne des Cubains, le travail volontaire dans l'agriculture, les rencontres avec des organisations sociales, les visites dans des lieux à caractère historique, social et culturel sont autant d'occasions pour parfaire ses connaissances sur cette nation épatante et pleine de surprises.

BRIGADE EUROPEENNE "JOSE MARTI"
(du nom de l'héros national)

QUAND	du 1er au 19 juillet 2013 (possibilité de prolonger son séjour)
LOGEMENT	4 nuits à l'hôtel, 14 nuits dans des dortoirs simples à 6 lits, installations sanitaires communes
FRAIS	CHF 350 + vol(chacun s'organise) + argent de poche
PREALABLE	1-2 séances d'information/préparation
ORGANISE	Jeunes brigadistes 2012, Association Suisse-Cuba, Institut Cubain d'Amitié avec les Peuples (ICAP)

INSCRIPTIONS ET INFORMATIONS	DELAI
brigade.cuba@gmail.com	15 mai 2013

Le sixième héros

Autor: Ricardo Alarcón De Quesada | Fuente: CUBARTE 2013

Un peu avant sa mort, le 23 mars 2011, Leonard Weinglass luttait toujours pour la liberté des Cinq Cubains injustement emprisonnés aux États-Unis. La dernière photo prise de lui dans la salle des soins intensifs de l´hôpital Montefiore le montre en train de réviser les documents des appellations extraordinaires - Habeas Corpus – le dernier recours légal pour nos compatriotes. Quelques instants plus tard Gerardo, Ramón, Antonio, Fernando et René perdaient leur plus lucide, tenace et dévoué défenseur.

Deux années se sont déjà écoulées et le tribunal de Miami n´a pas encore statué. L´accusation, pour sa part, en plus de manœuvrer afin de rendre ce processus interminable - quelque chose qui a caractérisé son comportement car les Cinq ont été arrêtés à l´aube du 12 septembre 1998 – tente maintenant, avec une insolite motion, que soit éliminée une partie substantielle de l´appel interjeté par Gerardo Hernández Nordelo.

On sait, depuis l´antiquité, qu'une « justice différée est une justice refusée » et un grand nombre de professionnels en Droit des États-Unis - juges, procureurs, avocats – ont fait des carrières lucratives en manipulant des papiers, en retournant les lois et procédures, en laissant le temps passer pour se remplir les poches tandis qu'augmente la souffrance des victimes d´un système qui non seulement est profondément injuste mais aussi malhonnête et cynique.

Lenny était complètement différent. Il fut l´un des avocats les plus brillants de l´histoire nord-américaine. À sa solide expérience juridique et à sa vaste culture se sommait un esprit d´investigation diligent et sagace, il dédiait tout son temps à l´étude des cas qu'il a défendu lors d'une longue carrière commencée très jeunes en représentant des lutteurs afro-américaine victimes du racisme dans son New Jersey natale. Il a atteint rapidement de la notoriété en intégrant l´équipe de défense des Sept de Chicago en 1970 et ensuite il a été au centre des plus importantes batailles juridiques – depuis les papiers du Pentagone jusqu'à Mumia -. Il a également défendu des activistes Portoricains et Palestiniens et d'autres persécutés dans la société étasunienne. Sa renommée a dépassé les frontières de l´Amérique du Nord. Devant le risque de sa déportation aux Etats-Unis, Julian Assange, le créateur de Wikileaks, lui a demandé de le représenter dans un éventuel litige devant les tribunaux et lui, bien sûr, a accepté.

N'importe quel avocat étasunien se serait enrichi avec juste une partie de ce qu'a fait Leonard Weinglass. Mais Lenny vivait modestement et il est mort dans un hôpital pour les Noirs, les Portoricains et les immigrants. C´est exactement l´opposé du stéréotype antisémite du juif avaricieux.

Quand je lui ai demandé d´assumer la défense des Cinq, au début de l'année 2002, sa réponse fut simplement : « Merci, c´est un honneur pour moi ». Nous n'avons pas parlé de compensation monétaire. Il m´a dit qu´il se concentrerait sur ce cas et qu'il ne s'occuperait d'aucun autres sauf celui de Kathy Boudin - la fille de son maître admiré - dont il a finalement obtenu la liberté.

Nous devions assumer les dépenses qu´il encourait en défendant les Cinq devant les tribunaux et lors des manifestations publiques dans et hors les États-Unis. Il rendait compte soigneusement de ces dépenses. Il faisait attention de chaque centime avec un entêtement jaloux. Nos seules discussions sur le sujet surgissaient de son irrémédiable obsession pour chercher le chemin le moins cher et le plus simple hébergement.

Nous nous sommes vus pour la dernière fois à La Havane, en février 2011, à l'occasion d'une réunion de l´équipe de défense. Il était déjà malade mais il fut le premier à arriver et il a été l'axe principal d´une intense réunion qui a duré toute la journée. Dans la soirée il se sentait mal et nous l'avons emmené à

l´hôpital où est apparue la gravité de son état, nous voulions le garder afin de réaliser certains examens nécessaires. Lenny a refusé car le lendemain il devait rencontrer Adriana, l'épouse de Gerardo. Il a accepté de revenir pour continuer ensuite les examens médicaux.

Len les a fait mais sous une condition sans appel : il devait retourner à New York le lendemain car il avait programmé une conversation téléphonique avec Gerardo.

Malheureusement, le diagnostic confirmerait le pire. Nous avons fait nos adieux à Leonard Weinglass, lui faisant promettre qu´il irait à l'hôpital immédiatement après avoir parlé avec Gerardo.

Il a attendu encore plusieurs jours pour y aller, jusqu´à ce qu´il finisse les documents de son Habeas Corpus. Certains amis auraient préféré qu'il entre dans un établissement hospitalier de meilleure renommée. Il a dit qu'il se sentait heureux où il était car il avait rencontré certains de ses clients parmi le personnel du service.

Lors du procès de Chicago il était fréquent que les médias se réfèrent au jeune Lenny comme « l'autre avocat ».

De très nombreuses fois, dans les actes et les déclarations publiques, à Cuba et hors de l´île, les Cubains et les nombreuses personnes qui étaient solidaires avec cette cause ont inventé une expression répétée sans cesse : les « Cinq héros ». En vérité, ils étaient six. Lenny est le Sixième Héros.

Le Prix Casa de las Américas 2013 est remis à des œuvres de l'Argentine, de Cuba et du Brésil

Par Reynaldo Henquen |

La Havane, 1er février (RHC)- Des œuvres de l'Argentine, de Cuba et du Brésil ont reçu, ici, à La Havane le Prix Littéraire Casa de las Américas 2013 dans les catégories de poésie, d'essai sur un thème historique et social, de témoignage et de littérature brésilienne.

Après avoir évalué 328 titres, le jury de poésie a décidé de remettre le prix à « Pujato », de l'Argentin Gabriel Cortinas pour l'excellente réalisation esthétique.

Dans la catégorie d'essai historique et social, sur les 43 titres évalués, le prix est revenu à l'œuvre « Cuba et les Latino-américains. Une analyse de l'émigration cubaine » du Cubain Jesús Arboleya, pour la clarté et la fluidité de l'exposé, caractérisé par la rigueur et la profondeur de l'analyse.

Dans des déclarations qu'il a faites à Radio Havane Cuba il a indiqué :

"C'est un honneur extraordinaire car il s'agit, pas seulement d'un des prix les plus prestigieux du monde, mais aussi parce c'est un prix révolutionnaire qui est lié à l'histoire de nos luttes, à la défense de notre identité et de la dignité de notre peuple. Il a donc, pour un Cubain, une signification spéciale ».

Au sujet du livre qui lui a valu ce prix Jesús Arboleya a relevé :

"Cet essai est une histoire de l'émigration cubaine du 19e siècle jusqu'à nos jours, précisément avec la nouvelle politique migratoire. Il parcourt ce chemin qui intéresse tous les Cubains qui ont une vie, pas seulement en termes historiques, mais aussi en termes personnels, familiaux, humains, idéologiques. J'ai l'espoir que le livre contribuera à une meilleure compréhension de ce phénomène ».

Au sujet des motivations qui l'ont poussé à écrire ce livre, il a signalé :

"En premier lieu, le thème de l'émigration est lié à nous pratiquement depuis le triomphe de la Révolution Cubaine et il a eu des effets importants sur la vie nationale. Personne n'est étranger au thème de l'émigration cubaine. J'ai pris contact direct avec ce thème lorsque j'ai été consul de la Section des Intérêts de Cuba à Washington. C'est alors que j'ai connu de près le phénomène migratoire et l'émigration du point de vue humain. Après, en tant qu'historien, je me suis consacré à l'étude de la Révolution Cubaine, et l'émigration était un thème inévitable. C'est un phénomène mondial. C'est un sujet très attrayant et complexe ».

Pour ce qui est de la catégorie de témoignage, parmi les 55 travaux présentés, le prix a été remis à « L'ombre de l'oncle », de l'Argentin Nicolás Doljanin.

Luis Eufato

Dans la catégorie de littérature brésilienne, le roman « Domingo Sem Deus », de Luiz Eufato a eu le prix. Il reflète la vie quotidienne du prolétariat du Brésil qui est peu visible dans les récits contemporains.

Campagne de récolte de fonds

pour une aide aux populations sinistrées après le passage le jeudi 25 octobre 2012 de l'ouragan SANDY dans la région orientale de Cuba.

votre don par virement postal est toujours possible en versant à :

Association Suisse-Cuba
ccp 30-36190-7
Motif: « Ouragan Sandy»